

The image shows the ADT SIIC logo in white, three-dimensional lettering mounted on a modern glass skyscraper. The building's facade is composed of large glass panels reflecting the sky. The logo is positioned in the upper center of the image. Below the building, a solid blue curved shape transitions into a larger, solid blue rectangular area at the bottom of the page.

ADT SIIC

Comptes sociaux 2009

SA ADT SIIC

2 rue de Bassano

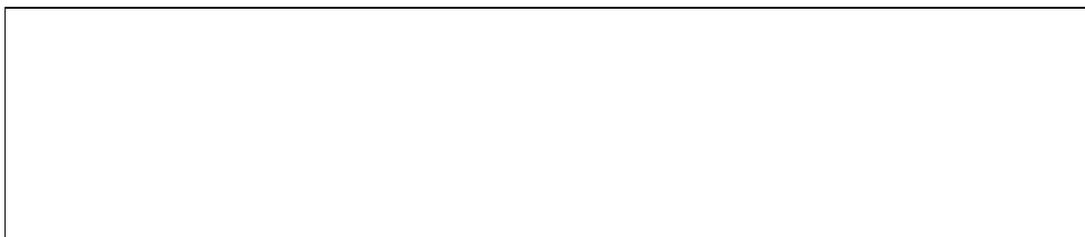
75116 PARIS

Exercice du 01 Janvier 2009 au 31 Décembre 2009

Comptes arrêtés au : 31 Décembre 2009

APE : 70.2C

SIRET : 542 030 200 00084



BILAN ACTIF

	31/12/2009			31/12/2008
	Brut	Amort. dépréciat.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaire	383	383		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	17 113	16 236	877	4 618
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	2 019 265	1	2 019 264	2 257 473
Créances rattachées à des participations	21 369 977	8 219 004	13 150 972	18 218 173
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	31 344		31 344	31 219
	23 438 082	8 235 625	15 202 457	20 511 482
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	259		259	38 132
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	92 113	2 592	89 521	89 341
Autres créances	1 398 586		1 398 586	1 354 841
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	463 148	184	462 964	475 941
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	234 608		234 608	1 236
Charges constatées d'avance (3)				
	2 188 713	2 776	2 185 937	1 959 492
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	25 626 795	8 238 401	17 388 394	22 470 974
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

	31/12/2009	31/12/2008
	Net	Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 16 591 522)	16 591 522	16 591 522
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 197 103	1 197 103
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	672 151	672 151
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	1 895 111	1 895 111
Report à nouveau	- 799 288	- 799 288
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-9 285 623	- 799 288
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	10 270 976	19 556 599
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	9 137	169 523
Emprunts et dettes financières (3)	6 670 950	2 239 387
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	388 144	448 891
Dettes fiscales et sociales	41 185	48 334
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	8 002	8 240
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
	7 117 418	2 914 375
Ecarts de conversion Passif		
TOTAL GENERAL	17 388 394	22 470 974
(1) Dont à plus d'un an (a)	4 355 436	
(1) Dont à moins d'un an (a)	2 761 982	2 914 375
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	9 137	8 097
(3) Dont emprunts participatifs		

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2009		31/12/2008
	France	Exportation	Total
Produits d'exploitation (1)			
Ventes de marchandises			
Production vendue (biens)			
Production vendue (services)	93 600		106 266
Chiffre d'affaires net	93 600		106 266
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits nets partiels sur opérations à long terme			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur provisions et transfert de charges			
Autres produits		8 241	2
		101 841	106 268
Charges d'exploitation (2)			
Achats de marchandises			
Variation de stocks			
Achat de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes (a)		652 222	576 188
Impôts, taxes et versements assimilés		2 164	5 566
Salaires et traitements		124 108	124 914
Charges sociales		50 610	48 998
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions :			
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements		3 741	4 601
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 592
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			
Autres charges		1	4
		832 846	762 863
RESULTAT D'EXPLOITATION		- 731 005	- 656 595
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun			
Bénéfice attribué ou perte transférée		8 694	
Perte supportée ou bénéfice transféré		157 343	497 232
Produits financiers			
De participations (3)		854 100	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			
Autres intérêts et produits assimilés (3)		123 023	222 250
Reprises sur dépréciations, provisions et tranfert de charges		667	
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		1 275	51 278
		979 065	273 528
Charges financières			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		8 219 005	851
Intérêts et charges assimilées (4)		307 641	1 721
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
		8 526 646	2 572
RESULTAT FINANCIER		-7 547 581	270 956
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		-8 427 235	- 882 870

COMPTE DE RESULTAT (Suite)

	31/12/2009	31/12/2008
	Total	Total
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 210 001	
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	1 210 001	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		- 41 051
Sur opérations en capital	2 068 389	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
	2 068 389	- 41 051
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 858 388	41 051
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		- 42 531
Total des produits	2 299 602	379 796
Total des charges	11 585 225	1 179 085
BENEFICE OU PERTE	-9 285 623	- 799 288
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs.		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées	123 018	222 006
(4) Dont intérêts concernant les entités liées	106 353	130 035

SA ADT SIIC

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2009

NOTE 1 : Evénements principaux de l'exercice

L'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire de votre société en date du 17 juin 2009 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008 se traduisant par une perte social de (799.288,47 €) et a décidé que cette perte serait affectée en report à nouveau.

La société a reclassé une partie de ses participations dans sa filiale, la SNC VENUS. Les sociétés LE VOLTAIRE et AXONNE ont donc été cédées à la SNC VENUS le 6 août 2009 pour un prix de cession de 1.210 K€ pour la première et de 1 € pour la seconde correspondant à la valeur de leur situation nette réévaluée.

La SNC VENUS, a été par ailleurs la bénéficiaire d'apports importants provenant de 3 sociétés immobilières en date du 23 novembre 2009. Des parts nouvelles ont été créées afin de rémunérer ces apports. La participation d'ADT SIIC dans la SNC VENUS, en fin d'exercice, est donc toujours de 2.500 parts mais ne représente plus que 1,60% du capital total.

A la suite de cette restructuration, l'activité immobilière du groupe est entièrement recentrée sur le Centre d'Affaires Paris Nord au Blanc Mesnil dont l'activité est ponctuellement affectée par le départ de locataires importants, faisant baisser significativement le taux d'occupation et fragilisant l'équilibre financier court terme.

Continuité d'exploitation

Les comptes ont été arrêtés dans une hypothèse de continuité d'exploitation.

En effet, en dépit d'un taux de vacance élevé qui engendre un cash flow négatif, la politique de commercialisation active mise en place ces derniers mois permet de rester confiant quant à cette continuité.

Le budget de trésorerie établi pour les 12 prochains mois fait apparaître une trésorerie positive sur la base des hypothèses suivantes :

- Les produits ne sont constitués que des loyers actuels et des baux dont la négociation en cours est bien avancée (ceux-ci correspondraient à environ 6.200 m² sur les 44.210 m² de bureaux du Centre et devrait générer un chiffre d'affaires annuel HT d'environ 740 K€).
- Le Restaurant Inter-Entreprises (RIE) n'ayant pas encore atteint sa pleine capacité d'exploitation, les produits pris en compte restent modestes. Mais ils devraient progresser avec l'arrivée des nouveaux locataires (personnel d'Administrations) et les quelques pistes existantes pour attirer les employés d'entreprises aux alentours.
- Les charges ont été retenues pratiquement en l'état alors que la politique envisagée est de les réduire nettement. Fin juin auront lieu les assemblées générales des syndicats de copropriété du site et les budgets qui seront votés tiendront compte autant que possible de cette volonté de réduction des coûts tout en conservant l'enveloppe nécessaire pour les postes-clés.
Le prévisionnel de trésorerie tient compte également des travaux nécessaires à la remise aux normes de tous les ascenseurs et du changement de certaines pièces.
- La Direction entend négocier un étalement sur douze mois des taxes foncières (montant annuel 1 443 K€) et des taxes sur les bureaux.
- Elle s'apprête également à négocier le rééchelonnement des crédits en demandant aux établissements financiers prêteurs la possibilité de ne payer, pendant un laps de temps à négocier, que les intérêts et de reporter la partie amortissement du capital (soit un montant de capital d'environ 720 K€).

La Direction entend par ailleurs, procéder à la réduction drastique de tous ses coûts d'exploitation.

Ces desserrements ponctuels des contraintes financières devraient permettre de faire face aux pointes des besoins de trésorerie en attendant un taux d'occupation du site plus acceptable.

Cette tâche devrait être facilitée par deux points fondamentaux : la présence sur le site, en tant que locataires, de nombreuses Administrations (Mairie du Blanc-Mesnil, Pôle Emploi, Direction Générale des Impôts ...) qui sont donc parties prenantes à sa pérennité et à son développement ; et les mesures prises par le Gouvernement depuis le début de la crise pour faciliter l'accès au crédit des entreprises par la nomination notamment d'un médiateur du crédit.

Enfin, un prospectus, qui devra obtenir le visa de l'AMF, va être établi, en vue de l'émission gratuite de BSA. Cette opération devrait permettre de fidéliser les actionnaires tout en permettant à la société d'augmenter ses capitaux propres.

Faits caractéristiques intervenus depuis la clôture de l'exercice

Le conseil d'administration du 25 mars 2010 a constaté la démission de M. Alain DUMENIL de ses fonctions d'administrateur.

Le conseil d'administration du 22 avril 2010 a décidé à l'unanimité de transférer son siège social du 2 rue de Bassano – 75116 PARIS au Centre d'Affaires Paris - Nord, Bâtiment Continental, 183 avenue Descartes – 93153 BLANC MESNIL, à compter du 3 mai 2010, et ce sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Enfin, POLIGONE AUDIT et AUDIT ET CONSEIL UNION, co-commissaires aux comptes titulaires ont adressé une lettre recommandée avec accusé de réception au Président Directeur Général de la Société en date du 27 avril 2010 faisant ainsi usage des dispositions de l'article L234-1 alinéa 1 relatives à la procédure d'alerte.

Dans cette lettre reçue en date du 29 avril 2010, les co-commissaires aux comptes titulaires ont attiré l'attention du Président Directeur Général de la Société sur des faits qui leur semblent de nature à compromettre la continuité de l'exploitation de la société faisant état d'un taux de vacance important sur le site du Blanc-Mesnil et d'un cash flow négatif.

La Direction a d'ores et déjà, fourni les documents prévisionnels liés à l'exploitation et à la trésorerie pour étayer sa réponse et justifier de la continuité de l'exploitation de la société grâce aux mesures prises.

NOTE 2 : Dérogations et modifications aux principes, règles et méthodes comptables

2.1 Généralités

Les comptes annuels ont été établis conformément au PCG 2005 et au règlement CRC 99-02.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

2.2 Changement de méthode comptable

Les méthodes comptables appliquées en 2009 sont identiques à celles utilisées au cours de l'exercice précédent.

2.3 Date de clôture

Les comptes annuels couvrent la période du 01/01/2009 au 31/12/2009.

2.4 Régime S.I.I.C.

Pour rappel, la société ADT SIIC a opté en date du 29 avril 2004, avec effet au 1er janvier 2004, pour le régime des Sociétés d'Investissement Immobilières Cotées. Ce régime entraîne une exonération d'impôts sur les sociétés sur les bénéfices provenant de la location d'immeubles ou de sous-location d'immeubles pris en crédit bail par contrat conclu ou acquis depuis le 1er janvier 2004 (à condition que 85% de ces bénéfices soient redistribués au cours de l'exercice qui suit celui de leur réalisation), de certaines plus-values (cession d'immeubles, de droits afférents à un contrat de crédit bail immobilier, de participations dans des sociétés de personnes ou de participations dans des filiales ayant opté pour le régime spécial, à condition que 50% de ces plus-values soient distribuées aux actionnaires avant la fin du deuxième exercice qui suit leur réalisation) et des dividendes reçus des filiales soumises au régime spécial (à condition qu'ils soient redistribués en totalité au cours de l'exercice suivant celui de leur perception).

NOTE 3 : Principes comptables et méthodes d'évaluation

Aucune dérogation aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité n'a été appliquée.

3.1 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie suivantes :

Matériel de bureau	3 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	5 ans

3.2 Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan pour leur prix d'acquisition ; ils sont le cas échéant, dépréciés (provision pour dépréciation des comptes courants et provision pour risques) lorsque leur valeur d'inventaire, déterminée à partir de l'actif net comptable, des plus ou moins values latentes, des perspectives de rentabilité ou du prix du marché, s'avère inférieure à leur coût d'acquisition ou valeur d'apport.

3.3 Créances

Les créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée au cas par cas lorsqu'il existe un risque de non recouvrement.

3.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Une éventuelle dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition.

3.5 Provision pour risques et charges

La société ADT SIIC ne comptabilise pas le montant de ses engagements de départ en retraite, compte tenu du caractère non significatif des éléments concernés.

NOTE 4 : Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations (montant en milliers d'euros).

4.1 Immobilisations

(en milliers d'euros)

	Immobilisations			Amortissements et provisions				Net 31/12/2009	
	Val. brute 01/01/09	Augm.	Dimin.	Val. brute 31/12/09	Montant au 01/01/09	Augm.	Dimin.		Montant au 31/12/09
Immobilisations corporelles									
matériel bureau	17			17	12	4		16	1
Immobilisations financières									
Titres participation	2 257	1 830	2 068	2 019		0		0	2 019
Créances rattachées aux participations	18 218	3 264	112	21 370		8 219		8 219	13 151
Autres immob financières	31			31				0	31
TOTAL	20 524	5 094	2 181	23 438	12	8 223	0	8 235	15 202

Les mouvements sur les titres de participations sont dus à la volonté de recentrer l'activité de la société sur la gestion du Centre d'Affaire Paris Nord. Les titres de participations de sociétés détenant des biens autres que le Centre d'affaires Paris Nord ont été cédés en cours d'exercice à la société VENUS (cf. note 1).

4.2 Filiales et participations

(en milliers d'euros)

Société	Capital	Capitaux propres sauf le capital	Quote part de capital en %	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêt et avances consenties hors int. Courus	Montant des cautions données	Chiffre d'affaires	Bénéfice ou perte 2009	dividendes versés en 2009
A : filiales 50 % au moins										
CFFI	38	1 095	100%	38	38	0	0	0	-173	0
MAINTREUIL	1	0	100%	1	1	20	0	50	-12	0
PAMIER	8	-8 227	100%	0	0	21 349	3 040	1 031	-4 569	
		-7 132	TOTAUX	39	39	21 370	3 040	1 081	-4 753	0

4.3 Valeur mobilières de placement

Votre société détient en portefeuille 112 sicav CAAM pour une valeur de 461 K€, ressortant dans la rubrique « autres titres » du bilan actif.

4.4 Etat des créances

Evolution des créances

(en milliers d'euros)

Créances brutes	2 009	2 008	Variation
Créances immobilisées			
Créances/participations	21 370	18 218	3 152
Autres immobilisations financières	31	31	0
Actif circulant			
Clients	92	92	0
Etat et collectivités	115	119	-4
Groupe et associés	1 278	1 219	59
Créances diverses	6	17	-12
Charges constatées avance			0
TOTAUX	22 892	19 696	3 196

La variation du poste « créances rattachées à des participations » et « groupe et associés » s'explique par une augmentation des avances faites à ses filiales.

Il a été pratiqué des abandons d'intérêts de comptes courants envers la société PAMIER d'un montant de 848 K€

Echéancier des créances

créances	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an
créances /participations	21 370	21 370	
autres immob financières	31		31
clients douteux	2		3
autres créances clients	90	90	
créances fiscales	115	115	
groupe et associés	1 278	1 278	
créances diverses	6	6	
TOTAUX	22 892	22 859	34

4.5 Etat des dettes

Evolution des dettes

(en milliers d'euros)

Dettes	2009	2008	Variation
Emprunts et dettes établissements crédit	9	170	-161
Emprunts et dettes financières divers	4 355		
Dettes fournisseurs	388	449	-61
Dettes fiscales et sociales	41	48	-7
Groupe et associés	2 315	2 239	76
Autres dettes	8	8	0
TOTAUX	7 117	2 914	-153

La société a souscrit un emprunt d'un montant de 1.000 K€ auprès de sa filiale VENUS pour une durée de 5 ans et a converti le compte courant qu'elle avait avec cette même filiale en emprunt au 31 décembre pour un montant de 3.285 K€ et d'une durée d'un an renouvelable. En garantie du paiement des sommes dues, l'emprunteur, s'oblige irrévocablement à consentir à l'actionnaire principal du prêteur et à toutes personnes venant à ses droits

(cessionnaire, bénéficiaire d'un apport, d'une distribution, etc ...) un nantissement de premier rang sur les 2.500 parts sociales détenues par l'emprunteur dans la société VENUS.
Le poste « groupe et associés » concerne les avances de trésorerie faites par ses filiales.

Echéanciers des dettes

(en milliers d'euros)

Dettes	Montant	Echéance à un an au plus	à plus d'1an et - 5ans	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes établis. de crédit	9	9		
Emprunts et dettes financières divers	4 355		4 355	
Dettes fournisseurs	388	388		
Dettes fiscales et sociales	41	41		
Compte courants groupe	2 315	2 315		
Autres dettes	8	8		
TOTAUX	7 117	2 761	4 355	0

4.6 Capitaux propres

(en milliers d'euros)

	Capital	Prime émission	Réserves légales	Autres réserves	RAN	Résultat net	Total
Au 31/12/2008	16 592	1 197	672	1 895	0	-799	19 557
Affectation résultat 2008					-799	799	0
Résultat 2009						-9 286	-9 286
Au 31/12/2008	16 592	1 197	672	1 895	-799	-9 286	10 271

Le résultat de l'exercice s'élève à - 9.286 K€

Au 31 décembre 2009, le capital social est composé de 434 421 861 actions ordinaires entièrement libérées.

4.7 Charges à payer et Produits à recevoir

(en milliers d'euros)

Produits à recevoir	Charges à payer
Financières	Financières
Intérêts courus/créances	Intérêts courus/dettes
0	70
d'exploitation	d'exploitation
Clients	Fournisseurs
87	368
Créances rattachées à des particip.	Dettes fiscales et sociales
59	6
Avoirs à recevoir	Charges à payer
1	8
	Dettes rattachées à des particip.
	39
TOTAL	TOTAL
147	492

4.8 Entreprises liées

(en milliers d'euros)

BILAN		COMPTE DE RESULTAT	
Titres de Participations	39	Quote part de perte	-157
Provisions/participations	-0	Quote part de bénéfice	9
Créances rattachées à des participations	21 370	Refact. Instruments financiers	0
Intérêts/Créances rattachées	0		
prov s/cr rattachées participations	-8 219		
Clients	1		
Comptes courants débiteurs	1 219	Refact. Prestations	0
Intérêts/C.C. débiteurs	59		
Comptes courants créditeurs	-2 277	Revenus des C.C.	123
Intérêts/C.C. créditeurs	-39	Intérêts des C.C.	-106
Fournisseurs factures non parvenues		Charges de personnel ext	-76
TOTAL	21 373	TOTAL	-208

4.9 Note sur le compte de résultat

▪ Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation représentent pour l'exercice 832 K€ contre 763 K€ au titre de l'exercice N-1.

La variation résulte essentiellement :

- de l'évolution des autres achats et charges externes (+76 K€) répartie entre le poste personnel extérieur à l'entreprise (+22 K€), le poste location immobilière (+55K€)
- de l'évolution du poste dotation aux dépréciation sur actif circulant (-3 K€),
- de l'évolution du poste impôts et taxes (-3K€).

▪ Le résultat financier

Cette année le résultat financier est déficitaire de 7.547 K€

Il s'explique essentiellement par :

- les revenus des titres de participation : 854 K€
- les revenus nets des intérêts des comptes courants : 17 K€
- les charges d'intérêts sur emprunt 52 K€
- les autres charges financières 141 K€
- une provision pour dépréciation de créances rattachées à des participations de 8.219 K€ correspondant essentiellement à la baisse de valeur des immeubles situés au Blanc Mesnil et détenus par les filiales.

▪ Le résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est négatif de 858 K€ Il correspond au résultat de cession de titres de participation, cette perte est compensée à hauteur de 854 K€ par une distribution classée en revenus financiers de participation.

▪ **Le résultat de l'exercice**

Le résultat de l'exercice se solde par une perte de 9.286 K€ après la prise en compte de quote-part de résultat de filiales pour un montant de -149 K€ et des produits d'exploitation correspondant essentiellement à des refacturations de charges pour 102 K€

NOTE 5 : Engagements Financiers

Engagements donnés

La société ADT SIIC s'est portée caution solidaire au titre des emprunts contractés par ses filiales et sous filiales pour le financement d'immeubles à hauteur de 6.496 K€ dont l'engagement donné dans le cadre du crédit bail souscrit par la société AD INVEST pour 2.456 K€

La Société en garantie du paiement des sommes dues au titre de l'emprunt accordé par la société VENUS, s'oblige irrévocablement à consentir à l'actionnaire principal du prêteur et à toutes personnes venant à ses droits (cessionnaire, bénéficiaire d'un apport, d'une distribution, etc ...) un nantissement de premier rang sur les 2.500 parts sociales détenues par l'emprunteur dans la société VENUS.

NOTE 6 : Autres informations

La société emploie quatre personnes au 31 décembre 2009 dont deux à mi-temps.

Aucune avance ni crédit alloué aux dirigeants individuels n'a été observé sur l'exercice.

Les engagements en matière de retraite ne sont pas significatifs et ne font pas l'objet de provisions.

Suite à un contrôle fiscal portant sur les exercices 2002 à 2005, l'Administration a remis en cause des distributions de dividendes, et a adressé des propositions de rectifications pour un montant d'impôt en principal de 0,8 M€ (hors intérêts et majorations).

Ces propositions de rectification ont notamment remis en cause le principe de non-taxation des dividendes dans le cadre du régime mère-fille, et donc le droit de faire bénéficier les dividendes perçus du régime des sociétés mères.

Cette position se traduit par une double imposition des mêmes bénéfices d'une société. Cette situation appelle tout d'abord critique, dans l'espace de l'Union Européenne, et sera ainsi soumise, si l'Administration fiscale devait maintenir ses positions, à la censure de la Cour de Justice des Communautés Européennes.

Mais la position de l'Administration fiscale apparaît également susceptible d'être fortement combattue compte tenu de la jurisprudence fiscale française la plus récente, et notamment des arrêts rendus par le Conseil d'Etat dans les affaires JANFIN (arrêt du 27 septembre 2006 qui a fixé de façon restrictive les conditions dans lesquelles l'Administration fiscale peut remettre en cause, sur le fondement de l'abus de droit, certaines opérations financières faisant intervenir des distributions de dividendes) et les affaires GOLDFARB et AXA (arrêts du 7 septembre 2009 qui ont débouté l'Administration fiscale de ses prétentions à remettre en cause sur le fondement de l'abus de droit des opérations financières faisant intervenir des distributions de dividendes dans des conditions très proches de celles remises en cause par l'Administration dans les dossiers du groupe).

Ces rectifications sont contestées par le Groupe qui, assisté du cabinet CMS Bureau Francis Lefebvre, a initié des procédures contentieuses et n'a enregistré aucune provision les concernant."

**RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA
SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

En Euros	(décret n° 67-236 du 23 mars 1967)				
	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009
Capital en fin d'exercice					
Capital social	15 000 000	15 000 000	15 000 000	16 591 522	16 591 522
Nombres d'actions ordinaires	392 750 468	392 750 468	392 750 468	434 421 861	434 421 861
Nombres d'actions à dividende Prioritaire					
Nombre maximums d'actions à créer : - par conversion d'obligations - par droit de souscription					
Opération et résultat					
Chiffres d'affaires (HT)	30 378	79 400	62 900	106 266	93 600
Résultat av. impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	7 035 191	3 819 399	2 563 198	- 833 775	- 1 063 545
Impôt sur les bénéfices	1 511 308	1 675 994	74 492	-42 531	0
Participation des salariés	0	0	0	0	0
Résultat ap. impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	5 521 175	3 627 317	2 501 752	-799 288	-9 285 623
Résultat distribué	5 245 117	0	2 376 664	0	0
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Dividende attribué	0	0	0	0	0
Personnel					
Effectif moyen des salariés	1	2	2	2	2
Montant de la masse salariale	37 227	72 430	107 476	124 914	124 108
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécu. Soc. Œuvres)	7 632	26 828	33 788	48 998	50 610